



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_AA_2025-11-26_RAPVI_MCB_02318
Code AIOT : 0006201065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-DCAT-BEPE-169 du 22 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold une unité de fabrication d'acide acrylique au sein de l'UO "Acrylates".

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance en continu des COV en sortie des oxydateurs catalytiques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 11.2 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Indépendance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2025 :

- la mise en demeure n°2024-DCAT-BEPE-169 du 22 août 2024 en ce qui concerne les MMR intervenant sur les scénarios accidentels n°19 et 20 de l'étude de dangers de septembre 2021 de l'atelier de fabrication d'acide acrylique peut être levée (cf. point de contrôle n°1) ;
- la nécessité de transmettre (cf. point de contrôle n°2)
 - dans un délai de 1 mois les justificatifs de la mise en service du suivi en continu des COV (COVT et COVnm) en sortie de l'oxydateur V101 ;
 - dans un délai de 6 mois les justificatifs de la mise en service du suivi en continu des COV (COVT et COVnm) en sortie de l'oxydateur V2101 ;
 - dans un délai de 3 mois la liste de tous les paramètres suivis (ou qui seront suivis) en continu en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 au regard des nouvelles obligations fixées par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indépendance des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
Prescription contrôlée : <p>"[...] L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux."</p>
Constats : <p>Les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2025 sont confidentiels et permettent de lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-169 du 22 août 2024 sur l'indépendance des mesures de maîtrise des risques (MMR) intervenant sur les scénarios accidentels 19 et 20 de l'étude de dangers de septembre 2021 de l'atelier de fabrication d'acide acrylique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance en continu des COV en sortie des oxydateurs catalytiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 11.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

article 11.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 modifié

"[...] II.- La surveillance en permanence des émissions de COV (débits de rejet, concentrations et flux) est réalisée sur l'ensemble des émissaires canalisés.

[...]

IV.- La surveillance en permanence prévue au II du présent article peut être remplacée par le suivi en permanence d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est alors confirmée, selon la périodicité minimale définie ci-après, par une mesure des émissions de COV.

[...]

3° Les émissions de COVnm des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 de l'atelier acide acrylique font l'objet d'une mesure en continu."

Article 2 (partiel) de l'arrêté du 4 novembre 2024

"I. - Les prescriptions de l'annexe I sont applicables aux installations dont la rubrique principale de l'exploitation appartient à l'une des rubriques mentionnées à l'article 1er, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique principale, telles que mentionnées à l'article R. 515-61 du code de l'environnement, sont les suivantes, et selon le calendrier suivant :

	Conclusions sur les MTD	Date d'application
a.	- Chimie organique à grand volume de production (LVOC) [...]	I m m é d i a t e m e n t , à l'exception des dispositions précisées aux points IV, V, VI, VII, VIII et IX du présent article, qui s'appliquent selon les modalités prévues respectivement par ces points.
[...]		

II. - Les prescriptions de l'annexe I sont immédiatement applicables aux installations nouvelles, aux extensions ou au remplacement complet des installations existantes classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, lorsque ces installations nouvelles, ces extensions ou ces remplacements sont autorisés après le 12 décembre 2022. Les autres modifications de l'installation portées à la connaissance du préfet, en application du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, après les dates prévues au I, prennent en compte autant que possible les prescriptions du présent arrêté. [...] IV. - Les prescriptions relatives à la surveillance des émissions atmosphériques canalisées mentionnée au 3.2.2 de l'annexe I sont applicables aux unités

existantes des installations mentionnées au a du I, dans les délais prévus à l'annexe III. Ces prescriptions sont immédiatement applicables aux unités nouvelles. [...]

Annexe III

SubstanceParamètre	Secteur ou source	Date d'applicabilité de la surveillance	
[...]			
Carbone organique volatil total (COVT)	Procédés de la chimie organique à grand volume de production	Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 5 kg C/h	Immédiatement
[...]			

"

Constats :

Dans son dossier déposé, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une surveillance en continu des émissions de COVnm en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 dans le cadre du projet CARAT.

L'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-193 du 23 mai 2025 pris suite à l'instruction du dossier relatif au projet CARAT impose une surveillance en continu des COVnm en sortie des oxydateurs V101 et V2101.

Par courrier du 27 août 2025, l'exploitant a indiqué que :

- le projet d'optimisation du fonctionnement des oxydateurs catalytiques avec un prestataire extérieur est arrêté compte tenu des nouvelles unités de purification d'acide acrylique en cours de mise en place (projet CARAT) ;
- l'analyseur en continu des COVT en sortie des 2 oxydateurs catalytiques sera bien installé ;
- dans l'attente, le suivi des COV en sortie des 2 oxydateurs catalytiques continue d'être suivi via le suivi des températures des lits catalytiques et de la pureté du propylène.

Lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- la présence d'un nouveau local climatisé au pied des 2 oxydateurs catalytiques V101 et V2101 où seront installés les analyseurs en continu ;
- que 2 analyseurs sont en cours d'installation pour mesurer en continu notamment les COVT, le méthane, en sortie de l'oxydateur catalytique V101 ;
- la canne de prélèvement des gaz au niveau de la cheminée en sortie de l'oxydateur catalytique V101 ;
- le certificat QAL1 du 15 février 2022 d'un des 2 analyseurs en continu installés en sortie de l'oxydateur catalytique V101.

L'exploitant a indiqué que :

- les étapes restantes pour la mise en service des 2 analyseurs en continu en sortie de

- l'oxydateur catalytique V101 et notamment étalonnage avec des gaz étalons et test QAL2 ;
- les 2 analyseurs en continu en cours d'installation en sortie de l'oxydateur catalytique V101 seront opérationnels début décembre 2025 soit quelques mois avant le démarrage de la 1ère phase du projet CARAT prévu début mars 2026 ;
- les 2 autres analyseurs en continu seront commandés prochainement et installés en sortie de l'oxydateur catalytique V2101 au 1er semestre 2026 afin d'être opérationnels pour le démarrage de la 2ème phase du projet CARAT prévu en juin 2026.

En application de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024, d'autres paramètres doivent ou devront être suivis en continu en sortie des oxydateurs catalytiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 1 mois les justificatifs de la mise en service du suivi en continu des COV (COVT et COVnm) en sortie de l'oxydateur V101 ;
- dans un délai de 6 mois les justificatifs de la mise en service du suivi en continu des COV (COVT et COVnm) en sortie de l'oxydateur V2101 ;
- dans un délai de 3 mois la liste de tous les paramètres suivis (ou qui seront suivis) en continu en sortie des oxydateurs catalytiques V101 et V2101 au regard des nouvelles obligations fixées par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois